



# OFFICE INTERNATIONAL DE L'EAU

*Développer les compétences pour mieux gérer l'eau*

## RÉUNION DE L'ASSEMBLEE GENERALE DU 20 JUIN 2017

### COMPTE-RENDU RÉSUMÉ

L'Assemblée Générale de l'Office International de l'Eau s'est réunie le 20 juin 2017 à l'Espace Trinité – 3 rue de la Trinité – 75009 Paris, sous la présidence de M. Pierre ROUSSEL

#### I) APPROBATION DU COMPTE-RENDU DE L'ASSEMBLEE GENERALE DU 25 JUIN 2015

Le procès-verbal de la réunion du 30 juin 2016 a été approuvé à l'unanimité.

#### II) APPROBATION DU COMPTE-RENDU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 13 DECEMBRE 2016

Le procès-verbal de la réunion du 13 décembre 2016 a été approuvé à l'unanimité.

#### III) BILAN D'ACTIVITE 2016 – CLOTURE DES COMPTES 2016 - TRESORERIE

L'Assemblée Générale a pris connaissance du bilan d'activités pour 2016, année qui a vu se consolider la mise en place du pôle limousin, sous l'autorité de Joseph Pronost. L'intégration se poursuit positivement.

Le Centre National de Formation aux Métiers de l'Eau – CNFME a proposé aux professionnels de l'eau son catalogue "Eau 2016" de formation continue. Il regroupait 338 modules de formation, dont 37 nouveaux, répartis en 418 sessions tout au long de l'année 2016. Le catalogue "Eau 2016" a couvert 19 thématiques.

Le catalogue "Déchets, Environnement, Développement Durable 2016" du «CNFME» a présenté 58 formations, organisées en 67 sessions tout au long de l'année.

L'OIEau reste sans équivalent avec ses plateformes pédagogiques de Limoges et de la Souterraine, qui reproduisent les conditions réelles des installations de traitement d'eau : ce positionnement est unique à l'échelle européenne.

Sept « journées de l'OIEau » ont été programmées en 2016 et le CNFME a reconduit plusieurs « régionales », et des « Webinaires » pour renouveler les publics ciblés, dans un contexte de concurrence croissante sur ce type d'activités.

Le contrat avec EDF pour la fourniture d'un nouveau pilote en toute fin d'année 2015 a été réalisé en 2016.

On note à nouveau en 2016, comme déjà les années précédentes, une érosion de la fréquentation des stages sur catalogue au profit de stages à la carte en entreprise, dont le taux de rentabilité est un peu inférieur, ce qui réduit d'autant le résultat du CNFME. L'action commerciale a dû être très sérieusement renforcée, mais a porté à nouveau ses fruits grâce à la forte mobilisation de tout le personnel du CNFME.

La subvention 2016 de l'AFB (qui a pris la suite de l'ONEMA au 1<sup>er</sup> janvier 2017), dans le cadre de la CPO 2016-2018, a été confirmée pour 3.975.355 Euros correspondant à 5.070.608 Euros d'activités statutaires, recentrées sur 4 axes prioritaires pour le soutien aux actions d'information - documentation et pour le soutien à l'activité du Secrétariat technique du SANDRE, les actions d'animation des réseaux d'acteurs sur les milieux aquatiques, ainsi que les actions internationales en Europe et dans le Monde.

Il s'est agi encore d'une légère diminution par rapport à 2015 (4 097 281€), mais l'essentiel a été préservé.

Le statut associatif de l'OIEau lui permet d'animer différents réseaux d'acteurs : non seulement le RIOB, mais aussi le réseau des documentalistes, des organismes de formation, des animateurs de CLE/SAGE/contrats de rivière, des animateurs d'aires de captages.

L'OIEau est également membre du comité technique de l'Agence Européenne de l'Environnement, au titre de ses activités au sein du SANDRE.

En ce qui concerne les actions internationales, plusieurs projets pluriannuels déjà engagés se poursuivent. L'Assemblée Générale a eu communication de l'ensemble des actions internationales réalisées en 2016.

Outre la pleine poursuite du jumelage européen sur la Directive Cadre avec le Maroc (lancé en octobre 2015), l'OIEau participe également comme leader ou partenaire aux projets européens Water-PiPP, H2020 INCOVER, ENERGY-WATER et Afri-Innovation Alliance. Le projet ECO CUENCAS en Amérique Latine se poursuit bien également. Le projet « SIIF-ERU » pour le rapportage de la Directive ERU est un succès qui se poursuit avec son extension à tous les pays de l'UE.

Notons la fin des projets européens « Natural Water Retention Measures » avec la DG Environnement qui s'est terminé de même que le projet « Water PIPP », avec la DG Recherche & Innovation, ainsi que le projet « Peer Review Mecanism » pour l'application de la DCE.

Peuvent également être cités, sans être exhaustif:

- Le très gros projet EUWI+EAST, débuté en août 2016, pour la mise en place des principes de la DCE dans 6 pays d'Europe de l'Est et du Caucase,
- Le projet européen « ECO-CUENCAS » avec quatre pays d'Amérique Latine dans le cadre de « EU- Climate Adapt »,
- L'appui à la DINEPA à Haïti, qui se poursuit dans le cadre d'un nouveau contrat financé par l'AFD,
- Les coopérations institutionnelles au Brésil, en Colombie, en Equateur, au Pérou, au Mexique, au Cambodge, au Laos, au Myanmar, au Vietnam et sur les bassins du Niger, du Nakambé, de la Volta blanche et du Mouhoun, ainsi que du Mono, avec le soutien des Agences de l'Eau Loire-Bretagne, Adour-Garonne, Rhin Meuse, RM&C et Seine-Normandie, ainsi que la troisième tranche du projet de bassin pilote de la Hai River en Chine avec AESN, le SIAAP et les Grands Lacs de Seine, qui se démultiplie avec les projets PIANO de l'UE et FEXTE de l'AFD/ DG Trésor.
- Le projet avec la Coopération Suisse au Kirghizistan sur les données de l'eau d'irrigation (IMOMO) et l'organisation d'un voyage d'étude pour une délégation du Tadjikistan,

- Plusieurs projets avec la Coopération Allemande sur les bassins du Congo et du Niger et au Burkina Faso,
- Le projet européen « SITWA », avec GWP pour le renforcement du RAOB (fin en décembre 2016),
- Le lancement des études pour un centre de formation « Hydrus » de l'Etat de São Paulo au Brésil et la poursuite du lancement progressif de « Quebec'Eau ».
- L'appui 2013 – 2018 au Secrétariat de la Commission Internationale de l'Escaut.....

L'OIEau emploie désormais plusieurs V.I.E. en appui des projets au Cambodge/Laos, au Burkina Faso, en Chine et en Equateur.

Bien entendu la préparation du 8<sup>ème</sup> Forum Mondial de l'Eau en Mars 2018 à Brasilia a commencé et représente déjà un effort significatif dès 2016. Le premier « Kick-off meeting » s'est tenu à Brasilia les 27 et 28 Juin 2016.

Le déroulement de la Journée officielle « Eau et Adaptation » de la COP 22, le 09 Novembre à Marrakech a été un fait majeur au 2<sup>ème</sup> semestre, dès lors que le RIOB en a été désigné comme « facilitateur » par les deux Championnes du Climat. Le RIOB et l'OIEau ont en outre organisé ou participé à une douzaine d'évènements parallèles en zones verte ou bleue.

La conférence internationale de Rabat en Juillet 2016 a été co-organisée par le RIOB et a été un beau succès.

L'assemblée Générale du RIOB du 1<sup>er</sup> au 4 Juin 2016 à Mérida au Mexique a été un grand succès en réunissant plus de 600 participants de tous les continents. Elle a été l'occasion de signer l'accord technique de coopération avec l'Organisme Métropolitain de Drainage de la Vallée de Mexico avec le SIAAP, l'Agence de l'Eau Seine Normandie, les Grands Lacs de Seine, l'OIEau et la CONAGUA, suite à l'arrangement ministériel signé à la COP21 de Paris en Décembre 2015.

L'OIEau et/ou le RIOB ont participé également de façon visible à plusieurs autres manifestations internationales, notamment :

- La conférence sur l'eau et le changement climatique au Proche Orient à Beyrouth les 15 et 16 Mars 2016,
- Le Panel de Haut Niveau sur l'Eau et la Sécurité qui s'est tenu à Dakar en les 5 et 6 Avril 2016, à l'invitation du Président du Sénégal et avec le soutien de la Coopération Suisse,
- Une participation au premier salon « POLLUTECH » brésilien à São Paulo, les 11, 12 et 13 Avril 2016, dans le cadre du lancement d'Hydrus - Brasil.
- La fête nationale chinoise, les 30 à Septembre et 1<sup>er</sup> Octobre, où notre Directeur Général était officiellement invité par le Premier Ministre chinois pour recevoir le « Chinese Government Friendship Award » pour le projet de coopération sur la Hai River....
- Le Sommet Mondial de l'Eau de Budapest les 28, 29 et 30 Novembre où le RIOB était officiellement panéliste et Key note speaker.

La Conférence « Euro-Riob 2016 » a été organisée à Lourdes avec le soutien des Agences de l'Eau du 19 au 22 octobre dernier et a réuni plus de 200 participants de toute l'Union Européenne et de Zone de Voisinage, en présence de la Commission Européenne.

La tension sur le marché de la formation et le plafonnement du soutien de l'ONEMA ont eu un impact sur notre niveau d'activité 2016, qui reste moyen en termes de résultats économiques, malgré un beau rattrapage au 2<sup>ème</sup> semestre.

Le compte d'exploitation s'établit à 14,505 M€ en recettes et 14,298 M€ en dépenses, dont 8,105 M€ pour les frais de personnel.

Le résultat d'exploitation s'établit à un simple équilibre seulement, en retrait à ce stade par rapport à l'année précédente. Le résultat net après impôt se situe dans la lignée des années précédentes, à 203 k€, dont 172 k€ de CICE.

Ce budget réalisé est supérieur au budget initial, du fait de la prudence des prévisions faites, à la demande du CA.

La trésorerie reste toujours assez largement positive.

Monsieur Sébastien GUERIT (KPMG), Commissaire aux Comptes, a présenté à l'Assemblée Générale ses rapports provisoires sur cette gestion 2016.

Après lecture des rapports du Commissaire aux Comptes (Rapport Général, Rapport spécial et Rapport art L 823-16), l'Assemblée Générale approuve définitivement les comptes annuels de 2016 et le bilan au 31 décembre 2016, ainsi que le rapport spécial du Commissaire aux Comptes, et décide l'affectation du résultat net de 203.000 Euros au compte de report à nouveau.

L'Assemblée se félicite de ce que des compléments de primes individuelles (147.000 €) et un intéressement (170.538€) significatifs aient pu être attribués au personnel au titre des résultats de 2016, en reconnaissance des efforts fournis.

L'Assemblée générale a approuvé les comptes de l'association. Elle remercie l'AFB pour son soutien confirmé à la suite de l'ONEMA, dans le cadre de la nouvelle CPO 2016-2018.

L'Assemblée Générale a félicité la Direction et tout le personnel de l'association pour leur travail en 2016.

#### **IV) PREVISIONS D'ACTIVITE 2017 – COMPTES PREVISIONNELS 2017**

Le Centre National de Formation aux Métiers de l'Eau – CNFME propose aux professionnels de l'eau son nouveau catalogue "Eau 2017" de formation continue. Il regroupe 341 modules de formation, dont 14 nouveaux, répartis en 467 sessions tout au long de l'année 2017. Le catalogue "Eau 2017" couvre 19 thématiques.

Le catalogue "Déchets, Environnement, Développement Durable 2017" du CNFME présente 52 formations, organisées en 60 sessions tout au long de l'année.

Rappelons le catalogue « Eau et adaptation au Changement Climatique » publié à l'occasion de la COP21.

Six « journées de l'OIEau » ont été programmées en 2017, et le CNFME reconduira plusieurs « régionales », et des « Webinaires » pour renouveler les publics ciblés,

La subvention 2017 de l'ONEMA dans le cadre de la CPO 2016-2018 est d'ores et déjà confirmée à 3 977 544 € pour 5 079 651€ d'activités statutaires, comme les actions d'information - documentation et pour le soutien à l'activité du SANDRE, ainsi que les actions internationales. La création de l'Agence Française de la Biodiversité est effective depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017.

En ce qui concerne les actions internationales, en 2017 il s'agira de la poursuite de plusieurs projets pluriannuels déjà engagés en courant et fin 2016, qui assurent un bon emploi à la DCI sur l'année, dont le lancement d'une coopération avec l'organisme métropolitain de drainage de Mexico, ont les accords de principe ont été signés à la COP 21 et à l'Assemblée Générale du RIOB de Mérida.

Plusieurs appels d'offres ou appels à projets auxquels nous avons répondu sont en cours de dépouillement.

A ce stade, le budget prévisionnel 2017 s'établit avec beaucoup de prudence à environ 14,946 M€ en recettes et 14,889 M€ en dépenses, dont environ 8,590 M€ pour les frais de personnel.

Le résultat d'exploitation s'établirait à l'équilibre et le résultat net après impôt se situerait aux alentours de l'équilibre également.

Comme d'habitude, les perspectives de recettes sont estimées encore de façon prudente à ce stade, afin d'éviter des surprises en cours d'année.

Elles ne tiennent pas compte du CICE, mais tiennent compte d'une subvention du Ministère de l'Ecologie de 1.000.000€ pour des actions d'adaptation au changement climatique, désormais concrétisée.

L'année 2017 s'annonce cependant encore difficile sur le marché de la Formation.

L'Assemblée générale demande une nouvelle fois à la Direction d'être très vigilante à ne surtout pas laisser s'envoler les dépenses de personnel, même si des recrutements, au moins temporaires, seront nécessaires pour faire face aux besoins créés par ces nouveaux projet notamment au premier semestre.

Elle se réjouit des bonnes collaborations qui se sont instaurées avec en particulier, l'UNESCO, l'UNECE, l'OCDE et l'UNFCCC pour la préparation des COP 21 et 22, et désormais 23.

#### **V) CONVENTION AVEC L'AFB - PERSPECTIVES 2017-2018**

L'Assemblée générale remercie à nouveau l'ONEMA d'avoir approuvé la tranche 2017 de la CPO avec l'OIEau avant la fin d'année 2016 afin d'éviter des retards possibles liés à l'installation de l'Agence Française de la Biodiversité à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2017, à hauteur de 3 977 544 € pour 5 079 651€ d'activités statutaires.

La tranche 2018 de la CPO se négociera avec la nouvelle AFB dès l'été 2017 ; l'OIEau a prévu de transmettre ses propositions d'action 2018 dès le début du mois de juillet.

#### **VI) NEGOCIATIONS SALARIALES – AUGMENTATIONS DU POINT ET INDIVIDUELLES – PRIMES DE RESULTAT**

Monsieur DONZIER rappelle que l'accord d'intéressement aux résultats a été reconduit par accord tacite pour les trois ans 2015 - 2017.

La prime individuelle sur les résultats de 2015 s'est élevée à 154.360€ bruts et l'Intéressement payé en 2016, à 142.000€ aussi au titre de 2015.

La prime de sujétion spéciale, attribuée aux directeurs, aux personnels travaillant à la DG, aux chefs de service et aux assistantes des Directeurs à Limoges, La Souterraine et Sophia Antipolis, pour compenser les importants dépassements d'horaires liés à leurs fonctions et les contraintes de déplacements très fréquents, n'a pas été revalorisée en 2016, compte tenu des perspectives de résultats. Il n'est pas prévu de modifier les conditions d'attribution en 2017.

La nouvelle hausse éventuelle de la valeur du point d'indice de la Convention Collective pour 2017 n'est pas connue.

Il a été accordé sur le budget 2016 au 2<sup>ème</sup> semestre des augmentations individuelles pour environ 1% de la masse salariale et un avoir de 1% des salaires sur la prochaine revalorisation du point d'indice.

Pour 2017, le budget prévisionnel présenté tient compte d'une possible nouvelle augmentation de la valeur du point de 1% au 1<sup>er</sup> Septembre et d'augmentations individuelles aussi de 1% à appliquer au 1<sup>er</sup> Juillet.

L'Assemblée générale approuve ces décisions et réaffirme son soutien à une politique salariale liée aux résultats de l'Office et à la performance individuelle des agents et à leurs responsabilités hiérarchiques réelles.

L'Assemblée demande à la Direction de maintenir une vigilance accrue sur l'évolution de la masse salariale, compte tenu de la politique salariale très généreuse engagée depuis 2008 et compte tenu de l'avancée majeure que représente l'accord sur l'intéressement des salariés aux résultats.

## **VII) SITUATION DES CONTENTIEUX**

Nous avons plusieurs contentieux en cours avec :

- L'expert résident d'un projet en Tunisie,
- Le licenciement d'une assistante au SAF : l'Assemblée Générale a été informée de la suite favorable pour l'association de la procédure engagée aux Prud'hommes par cette ancienne employée.
- Des malfaçons des carrelages CNFME à la Souterraine
- Le nouveau copropriétaire des parkings de la DCI à Sophia-Antipolis, pour non-respect des servitudes de passage...

## **VIII) PROJET D'EXTENSION DES LOCAUX A LIMOGES**

Il a été rappelé que le projet d'extension des locaux du CNIDE à Limoges est rendu indispensable par l'augmentation de l'activité et que des personnels travaillent provisoirement dans un bâtiment préfabriqué qui doit être impérativement démonté au plus vite.

Compte tenu des difficultés pour boucler le plan de financement initial, une nouvelle variante a été étudiée qui consiste à réaliser simultanément pour réduire les coûts de gros œuvre l'extension du CNFME, notamment pour la création de nouvelles salles de cours mais en réduisant les aménagements intérieurs dans un premier temps.

Les négociations finales avec les Collectivités locales ont pris du retard du fait de la mise en place de la réforme territoriale.

Cependant, les aides accordées ne sont pas du tout à la hauteur des attentes :

- Région Nouvelle Aquitaine: 200.000 €
- Conseil Départemental de la Haute-Vienne : 30.000 €
- Ville de Limoges : 75.000 € (Par des travaux d'aménagement)

L'Assemblée Générale du 30 Juin 2016 a confirmé sa décision de réaliser le projet de construction d'une extension de nos bâtiments à Limoges, dont le devis estimatif s'élève à 1.350.000 €, qui sera réalisée avec l'appui sous forme d'une subvention de la Région Nouvelle Aquitaine, du Conseil Départemental de la Haute Vienne et de la Ville de Limoges en prestations de services.

Le solde des financements pour un maximum de 850.000 € est mobilisé en autofinancement sous forme de deux prêts à moyen terme obtenus de la Banque Tarnaud (groupe Société Générale), qui a proposé la meilleure offre après mise en concurrence avec le Crédit Mutuel.

Le Conseil d'Administration, le 13 Décembre 2016, a retenu les meilleures conditions de prêts proposées par la Banque Tarnaud, à des taux d'intérêt exceptionnellement bas, pour un montant de 600.000 € à 1,25% sur 15 ans et pour un montant complémentaire de 250.000 € à 0,68% sur 7 ans, correspondant à nos capacités financières, et sans demander par ailleurs de garantie hypothécaire, mais un simple cautionnement de trésorerie.

Le Préfet de Paris dont l'autorisation a été sollicitée conformément aux statuts, a demandé des éléments complémentaires par courrier reçu le 10 avril 2017.

#### **IX) ACTIVITES DU RIOB EN 2017 - IWRA A CANCUN - EURO RIOB 2017 A DUBLIN - COP 23 A BONN**

Le RIOB participe à plusieurs manifestations importantes en 2017 :

- Le congrès de l'IWRA à Cancun du 1<sup>er</sup> au 6 juin 2017.
- La COP23 à Bonn du 6 au 17 novembre 2017 : l'objectif du RIOB est notamment d'obtenir la confirmation d'une journée dédiée à l'eau et au climat. La préparation de la COP23 s'effectuera au sein des Alliances Mondiales pour l'Eau et le Climat créées durant la COP22 de Marrakech,
- La prochaine conférence EURO RIOB 2017 qui se tiendra à Dublin en Irlande en Septembre et de l'invitation de Séville en Espagne pour 2018.

#### **X) 25EME ANNIVERSAIRE DE L'OFFICE INTERNATIONAL DE L'EAU**

A l'occasion du 25<sup>ème</sup> anniversaire de la création de l'OIEau, une plaquette spéciale a été éditée. Elle reprend les principales réussites de l'Office depuis ses origines.

#### **XI) REORGANISATION DE LA DIRECTION GENERALE**

Sur proposition du Président, le Conseil d'administration a nommé Eric TARDIEU, ingénieur en chef des Ponts, des Eaux et des Forêts, Directeur Général de l'Office International de l'Eau à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2017.

Jean-François Donzier reste salarié de l'OIEau, en tant que conseiller du Président de l'association, pour exercer les fonctions de Secrétaire Général du RIOB et des Alliances Mondiales pour l'Eau et le Climat.

#### **VIII) QUESTIONS DIVERSES**

L'Assemblée Générale a également évoqué différentes questions, notamment :

- Le contrôle en cours de la Cour des Comptes, dont la remise du rapport provisoire est attendue pour l'été.
- Parmi les recommandations probables de la Cour, une actualisation des statuts de l'association semble souhaitable, compte-tenu des nouvelles appellations d'organismes partenaires, de l'importance des questions environnementales et du climat dans les activités de l'OIEau, ainsi que de l'inutilité, du fait des moyens modernes de communication, d'instances internes de concertation, comme les Conseils scientifique et international, qui ne sont plus réunis depuis plus d'une décennie.

Un projet de modification des statuts sera proposé, en fonction des recommandations de la Cour des Comptes, soit via une assemblée générale extraordinaire à convoquer en fin d'année 2017, soit à la prochaine assemblée générale ordinaire de l'association en 2018.

- **COTISATIONS 2017 :**

L'Assemblée Générale a fixé les cotisations statutaires pour 2017 aux mêmes montants qu'en 2016, soit respectivement à 8.000 €, 4.000 €, 3.000 € et 1.000 €.

- **ACTUALISATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

L'Assemblée Générale a actualisé la liste des membres du Conseil d'Administration, selon la liste jointe en annexe, leur mandat se terminant à l'Assemblée Générale ordinaire de 2018.

L'Assemblée Générale a de nouveau félicité la Direction et tout le personnel de l'association pour leur travail en 2016, et les a encouragés à poursuivre leurs efforts pour développer l'activité économique de l'Association en 2017.

Le Président  
